

LE MOUTON LIBÉRÉ



Numéro 0021

Édition du 21 juin 2019

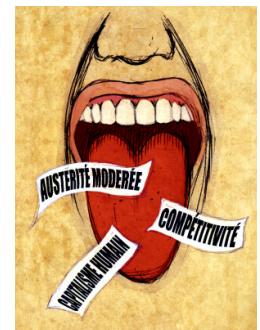


Sommaire

A la Une : Grève du bac	P.2-4
Le Billet de la Gazette	P.4
Dossier : Notre Santé, une affaire de conflits d'intérêts	P.5-8
Chronique : France à vendre	P.9-10
Article : Les vaches à hublot	P.11
Le Zoom	P.12-13
Quartier Libre	P.14
Pause Café : Pensée (R)Évolutionnaire	P.15-16



AÉROPORT
TOULOUSE
BLAGNAC



WALLTWEET

Le SNU c'est valider que l'éducation nationale serait incapable de former à la citoyenneté mais que l'armée le serait. C'est valider l'encasernement comme modèle éducatif. C'est valider le garde à vous comme 1ere valeur civique. #SNU

@PrSorbier 06:09 - 18 juin 2019

C'est parti ! Collecte des signatures pour le #ReferendumADP ! Excellent moyen d'infliger une cinglante défaite institutionnelle à Macron ! Mon soutien est déjà validé, et vous ? #RIPADP <https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1>

@BouloGiletJaune 17:03 - 13 juin 2019



Composée de 7 députés et 7 sénateurs, la commission mixte paritaire (CMP) sur la loi Blanquer s'est réunie le 13 juin après midi entre 13 h et 16h30. Elle a abouti à un petit compromis. Quelques uns des articles parmi les plus contestés ont été revus ou abandonnés. Mais pour les enseignants, c'est loin d'être suffisant.

Le 17 juin : grève d'un enseignant sur six du secondaire le 1er jour des épreuves du BAC. Ils ont reconduit la grève dès le lendemain !

La loi Blanquer et la réforme des lycées mettent à mal les enseignants, les élèves, les syndicats, l'esprit démocratique et les fondements même de l'école.

En cette fin d'année scolaire, alors que se prépare la nouvelle rentrée 2019, les problèmes de gestion des emplois du temps, des classes surchargées et du choix très restreint en définitive des élèves en matière d'options et de spécialités apparaissent de plus

en plus. Contre les annonces mensongères de Blanquer, la réalité est toute autre ! Les chefs d'établissements voient aussi leur tâche se compliquer.

Les enseignants sont surtout effarés des nombreux amendements opprassifs de la loi Blanquer qui ouvrent la voie à des décisions punitives arbitraires, au favoritisme, ceux qui liquident les commissions paritaires, ainsi que des amendements qui agravent les inégalités sociales et la situation des enfants handicapés qui devient de plus en plus dramatique. Les enfants handicapés voient leur soutien bien entamé

Les enseignants poursuivent la lutte : ils se sont de nouveau mobilisés lors des examens

Ni la droite ni LREM n'ont cédé sur les articles proposés par la loi Blanquer examinée par le Sénat ; elles ont même rajouté des amendements irrecevables. Face au désarroi et à la grogne que le corps enseignant exprime depuis des mois, habitudes instituées par ce gouvernement, les réponses sont la répression, l'indifférence et le mépris, en somme une série de fins de non recevoir.

Depuis le début des examens, en ce mois de juin, déjà pour les BEP et CAP, beaucoup d'enseignants ont refusé de surveiller les épreuves et même de corriger les copies. Mais les médias serviles se gardent bien d'en parler. Les mots d'ordre du gouvernement : contrer la grève et imposer le silence !

Lycées généraux, technologiques, d'enseignement professionnel et même agricoles, tous se sont unis pour défendre le système scolaire et le statut des professeurs. La grève des examens et du BAC : une première dans le monde enseignant ! Jamais il n'avait osé aller si loin. Il dénonce les



aberrations de la réforme des lycées, la politique anti-sociale et anti service public de la loi Blanquer et la stagnation salariale depuis des années. Le gouvernement a économisé des milliards d'euros du fait des grèves ; il n'a même pas rétabli le point d'indice d'inflation pour les enseignants !

Ce dernier mouvement de contestation est né d'abord de la base.

Très tôt, certains enseignants, non syndiqués pour la plupart, se sont regroupés sous le symbole « Les Stylos Rouges » et quelques lycées ont constitué un inter collectif « La Chaîne des Bahuts ». Contre les sempiternelles journées de grève trimestrielles inefficaces, certains enseignants ont décidé de mener des actions nouvelles comme la démission des professeurs principaux, la rétention des notes, la nuit des lycées, les manifestations les samedis et mercredis après-midi, etc. Sous la pression des enseignants et de leur besoin de structures pour fédérer le mouvement à l'échelon national, les syndicats se sont alors ralliés à cette idée d'actions nouvelles et soutiennent aujourd'hui, plus que jamais, le mouvement de contestation ; ils ont tous appelé à la grève pendant le Bac, y compris les syndicats qui ne sont pas de l'Éducation Nationale ! Plusieurs unions de lycéens ont exprimé également leur soutien.

Faire grève durant le BAC, c'est dire la menace grave qui pèse sur l'école !

A situation exceptionnelle, pratique exceptionnelle ! Blanquer a rassuré les parents, culpabilisé les enseignants et les a fait passer pour des irresponsables qui prennent les élèves « en otage ».

Mais rien n'y a fait car le vrai responsable de cette situation, c'est Blanquer ! Et jamais les professeurs n'ont compté s'en prendre à leurs élèves. Ils sont dans l'urgence d'une riposte forte !

Syndiqués, non syndiqués, ils ont été nombreux à manifester ce premier



jour des épreuves du Bac : philosophie le matin pour les terminales, français pour les 1ères l'après-midi.

Pourtant le JT de 20 h n'a même pas mentionné cette grève exceptionnelle et largement suivie : quel est le travail désormais des médias sinon d'être à la botte des élus ?

Même si tous les établissements avaient tout prévu afin que ne soient pas perturbées les épreuves du Bac, les professeurs ont renouvelé leur détermination et réitéré leurs revendications. Fidèles à leurs convictions et à leur posture, ils sont descendus dans la rue, regroupés devant les Inspections Académiques ou les Rectorats, et devant le ministère de L'EN.

Les professeurs poursuivent d'ailleurs la grève car Blanquer continue de faire la sourde-oreille.

Avec le sourire, vers 10H, il déclare le 17 juin : « Aucune épreuve n'a été empêchée. » Et de préciser : « Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de grévistes, mais les plans B des rectorats ont fonctionné. » Il a consenti à faire un bref communiqué à midi, le 17

juin, dans Libération, en donnant seulement des pourcentages, faux et ridicules, sans aucun commentaire.

Ce que la CMP (commission mixte paritaire) a modifié de la loi Blanquer le 13/06

L'article de la loi Blanquer instituant les établissements publics des savoirs fondamentaux (EPSF), regroupant primaire et 2nd degré, qui avait tant mobilisé les enseignants, est rejeté pour le moment.

L'article 1, qui avait lui aussi tant crispé les professeurs, est maintenu dans la rédaction du Sénat mais un peu modifié ; il évoque une "exemplarité des personnels de l'éducation nationale" qui contribue « au lien de confiance qui doit unir les élèves et leur famille au service public éducatif. »

Concernant la formation continue ; elle devient une nouvelle obligation pour le 2nd degré mais elle ne sera plus effectuée hors temps scolaire, sur les vacances comme le souhaitait Blanquer.

L'affectation des enseignants d'après l'avis du chef d'établissement disparaît également.

L'article qui donnait un pouvoir hiérarchique aux directeurs d'école et les faisait participer à l'évaluation des enseignants est aussi supprimé.

Les mesures contre les familles

Le Sénat avait inscrit dans la loi des articles permettant de supprimer les allocations familiales aux parents d'enfants absentes.

Un autre article interdisait le port de signes religieux pour les parents accompagnateurs de sorties scolaires. Ces deux articles sont supprimés.

La compensation pour les maternelles privées

L'obligation d'instruction à 3 ans reste dans la loi.

La CMP a modifié la compensation communale que le Sénat avait étendue à toutes les communes. Le Sénat maintient la possibilité d'aménager le temps scolaire dès 3 ans.

Les jardins d'enfants ne sont plus pérennisés ; ils bénéficieront d'un délai de 5 ans pour s'adapter à l'obligation d'instruction à 3 ans. Ils ne pourront plus accueillir d'enfants entre 3 et 6 ans au delà de ce délai.

Eplei et Cnesco : le contrôle de l'État

Les établissements locaux d'enseignement international (Eplei) créés par la loi sont maintenus.

Ils permettront une scolarisation des élites sociales dans des établissements spécifiques dotés de davantage de

moyens et dérogeant aux règles pédagogiques habituelles.

Avec eux on revient aux "petits lycées" du début du 20ème siècle et on enterrer l'idée d'un seul système scolaire égalitaire pour tous les enfants.

La CMP a confirmé le remplacement du Cnesco (centre d'évaluation indépendant) par un Conseil d'évaluation de l'école sous dépendance ministérielle. Les Espe (écoles de formation des professeurs) deviennent Inspé, là aussi, sous le regard de directeurs nommés par le ministre.

Et des assistants d'éducation pourront bien intervenir "progressivement" dans les classes.

La mobilisation a vaguement payé mais que va t-il maintenant se passer ?

L'adoption en CMP du texte de la loi fait que les parlementaires ne peuvent plus amender le texte sans l'accord du gouvernement.

Seul ce dernier garde un droit d'amendement et peut revenir sur les petits compromis.

Le texte va repasser pour vote devant chaque chambre. S'il n'y a pas



d'amendement nouveau, il pourra être adopté en bloc très rapidement.

Les enseignants continuent de se mobiliser car l'essentiel n'a pas été revu comme par exemple la dissolution des commissions paritaires.

Toujours rien non plus sur l'augmentation des salaires ou le dégel du point d'indice d'inflation !

Mais cela devient de plus en plus compliqué pour eux d'exiger de nouveaux amendements car seul le gouvernement peut le faire et ne semble pas disposé.

Et si la CMP a été plus raisonnable, on peut légitimement douter de la raison et de la justesse de ce gouvernement !

Par ailleurs, les enseignants veulent le retrait de la loi Blanquer et de la réforme des lycées. ■

Le Billet de la Gazette

Après les autoroutes, voici venu le tour de nos routes nationales

Des amendements LREM à la loi d'orientation des mobilités, actuellement discutée à l'Assemblée nationale, ouvrent la voie à la cession par l'Etat de portions de routes nationales contiguës aux autoroutes. Le progrès nous diront-ils ? La survie pour essayer de remonter le déficit de la France ? Quelle excuse vont-ils encore nous servir pour éviter de dire tout simplement : allez les gars vous allez encore payer plus cher vos déplacements ! Car hormis le fait que leur copain tel que Vinci vont encore s'engraisser, nous on va continuer à dégraisser !

Rajoutez à ça la réforme chômage, la réforme retraite, le "revenu universel d'activité"... L'année 2019 s'annonce bien remplie et nos poches bien vides !

Notre santé réduite à une affaire de conflits d'intérêts

Depuis son accession au pouvoir, le président Macron n'a cessé de prendre des décisions impopulaires et désastreuses pour la santé des Français.

En vérité, un petit groupe de personnes a noyauté le circuit de la décision ; il impose ses choix à tous avec des objectifs qui n'ont rien à voir avec notre santé.

Des mesures dangereuses

Pourquoi vacciner de force les bébés de 2 mois contre l'hépatite B alors que c'est une maladie qui touche surtout les adultes toxicomanes, et que ce vaccin contient de l'aluminium, un dangereux neurotoxique ?

Pourquoi vouloir dérembourser l'homéopathie alors que cette médecine « bon marché » est ultra-populaire dans la plupart des familles françaises et sans effet indésirable...

Pourquoi nommer un ministre de l'agriculture qui refuse de reconnaître le danger mortel des pesticides au moment même où des bébés naissent sans bras dans toute la France ?

Pourquoi continuer à faire la publicité des médicaments anti-cholestérol (statines) alors que les scientifiques indépendants de l'industrie pharmaceutique ont démontré que ces médicaments étaient inutiles et dangereux ?

Pourquoi installer au ministère de l'écologie l'ancienne lobbyiste du groupe agro-alimentaire Danone, qui adore les OGM, l'huile de palme et n'a jamais milité pour le bio ?

Pourquoi ce gouvernement a-t-il cherché à étouffer le scandale du Lévothyrox, qui a pourtant ravagé la vie de milliers de français ?

Il est urgent d'ouvrir les yeux dès maintenant car le pire est à venir. Dans les cartons du président Macron nous attendent :

- La vaccination forcée contre la

grippe saisonnière (malgré son inefficacité flagrante)

- La mise à mort des huiles essentielles, par une réglementation drastique
- La destruction de l'hôpital public etc ...



Retour sur l'élection de Macron et les liens tissés avec les labos : retour d'ascenseur obligé !

Tout commence dès la cérémonie de prise de pouvoir d'Emmanuel Macron à l'Élysée en mai 2017.

Comme le veut la tradition, il recevait dans les salons dorés de l'Élysée des proches, des personnalités, ceux qui 'comptent' comme on dit, sans doute par opposition à 'ceux qui ne comptent pas'. À un moment, le jeune Président remarque un visage connu et fend la foule pour venir serrer la main à un homme : Serge Weinberg, le président du laboratoire pharmaceutique français Sanofi.



Le grand public ne le connaît pas mais Emmanuel Macron doit énormément à cet homme de l'ombre car il est l'un des premiers à avoir cru au potentiel d'Emmanuel Macron, alors qu'il n'était qu'un jeune diplômé de l'ENA, haut fonctionnaire ambitieux parmi d'autres.

C'est grâce à ce puissant ami qu'Emmanuel Macron est rentré dans le sein des seins de la finance mondiale, la banque Rothschild. Il s'y est illustré pour les services qu'il rend à un autre géant de Big Pharma, l'américain Pfizer, qui fabrique entre autres le médicament anticholestérol le plus vendu au monde, le Lipitor.

Sanofi, Pfizer ... les liens sont noués et ils ne se déferont pas ; au contraire, ils ne feront que se renforcer.



Au cours de sa campagne électorale, le candidat Macron choisit comme conseiller santé le cardiologue Jean-Jacques Mourad, un « pur et dur » de chez Big Pharma. Et comme par hasard, lors d'un meeting à Nevers, voilà Emmanuel Macron qui se met

soudain à plaider pour le remboursement intégral des médicaments contre l'hypertension artérielle sévère, une spécialité du laboratoire Servier. Pourquoi ?

On ne tarde pas à le découvrir : on apprend en effet que le Pr Mourad est rémunéré par Servier, qui lui a également remboursé plus de 80 000 euros de frais de restaurant et transport. Pris la main dans le sac, Emmanuel Macron reconnaît que les activités parallèles de son conseiller peuvent donner l'apparence du conflit d'intérêt !

Macron doit alors se séparer de son conseiller à contrecœur, mais ce n'est que partie remise.

Lorsqu'il est élu, le jeune Président n'oublie pas à qui il doit renvoyer l'ascenseur.



En nommant comme ministre de la santé Agnès Buzyn, une médecin qui a été rémunérée par les laboratoires Sanofi, puis Bristol Meyers-Squibb (BMS) et Novartis pendant plus de dix ans, il envoie un message très clair aux multinationales de Big Pharma : « vous serez les premiers servis ».

Le cauchemar peut dès lors commencer.

L'intérêt des laboratoires n'est absolument pas de guérir les malades mais le profit

En juillet 2018, il faut scruter les « brèves » de la presse économique pour apprendre que le « Dolder » a été discrètement reçu à l'Élysée.

Le Dolder est un club ultra-secret qui tire son nom d'un grand hôtel de Zürich, et qui rassemble les dirigeants des vingt-cinq plus gros labos du monde (Merck, Pfizer, Novartis, Sanofi etc ...). Un hasard là encore : cette année il est présidé par le directeur général de Sanofi.



Le lendemain de cette rencontre, on apprend que le gouvernement envisage une hausse des prix des médicaments, et surtout la réduction des délais pour leurs « mises sur le marché ». En clair, cela signifie que les autorités acceptent de réduire la procédure de contrôle et de vérification de l'innocuité (absence de danger) des médicaments !

Il s'agit là d'augmenter le profit de Big Pharma, coûte que coûte ! Malgré les scandales sanitaires, malgré les tragédies de la Dépakine, du Médiator, du Vioxx, etc ...

Dans un rapport de l'une des firmes financières les plus puissantes de la planète, la banque Goldman Sachs, une de ses analystes spécialisées dans la santé au sujet des traitements écrit : « Les remèdes qui guérissent immédiatement offrent un profil de rentrées financières récurrentes très différent des thérapies chroniques. » « Ces remèdes représenteraient un intérêt formidable pour les patients et la société, mais pourraient être un obstacle pour ceux qui cherchent un « cash flow » financier durable ».

En clair cela signifie que la guérison des malades n'est absolument pas l'objectif des fabricants de médicaments. Au contraire, c'est un « obstacle » !!! Big Pharma voit la guérison comme une catastrophe pour ses ventes. L'analyste de la banque

Goldman Sachs prend l'exemple d'un médicament contre l'hépatite C dont le taux de réussite dépasse 90 %. Un succès ? Pas du tout !!!

« La guérison de patients fait également diminuer le nombre de porteurs capables de transmettre le virus à de nouveaux patients, et ainsi, le vivier d'incidence décline lui aussi... »

En clair, le virus s'éteint et c'est un véritable drame pour le fabricant !

Macron et ses proches ne cessent de nous mentir

Dans un contexte parsemé de scandales sanitaires comme le Distilbène, le Médiator, les implants mammaires (PIP, etc ...), de nombreuses familles ont eu leur vie bouleversée, ayant perdu un proche ou ayant été mutilé.

Dans le monde de la santé, certains criminels se cachent sous l'apparence de la vertu.

Nous vivons entourés de « fake news » racontées par les médias officiels, dépendants de la publicité des grands laboratoires.

Malgré une consommation record de médicaments (14 par jour en moyenne chez les plus de 65 ans !), le nombre de cancers décolle, comme celui des maladies chroniques et neurodégénératives (Parkinson, Alzheimer, sclérose en plaques) : 200 millions de boîtes d'antidépresseurs ou d'anxiolytiques distribuées chaque an-



née n'ont aucun effet à long terme sur la diminution de l'angoisse, du stress ou de la dépression ; le gavage général d'antibiotiques a créé une antibiorésistance qui pourrait tuer jusqu'à 10 millions de personnes par an d'après l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

On compte plus de 130 000 hospitalisations par an liées à des effets indésirables des médicaments, et près de 30 000 morts attribuables chaque année en France à un accident médicamenteux d'après un rapport officiel du ministère de la Santé. 30 000 morts, soit huit fois plus que le nombre de décès sur la route suite à des accidents !

Malgré les évidences, les chiens de garde du médicament business refusent de reconnaître leur échec et leurs mensonges, au péril de nos vies.

Ils ont menti sur le Distilbène, le Médiator, le Vioxx, l'Isoméride, la Dépakine, sur les effets secondaires soi-disant 'mineurs' des statines (anticholestérol) ou des antidépresseurs.

Et ils continuent aujourd'hui encore : alors qu'ils prétendent combattre les fake news (les fausses informations), en réalité ils les conçoivent et les propagent avec l'aide de médias complaisants :

- Les autorités nous disent que

les vaccins sont inoffensifs : FAKE NEWS ; des scientifiques suspectent depuis longtemps un lien entre vaccin hépatite B et la sclérose en plaque, et dénoncent la toxicité de l'aluminium présent dans le nouveau vaccin hexavalent (anti DTP) !

- Ils mentent sur les vraies raisons du changement de la formule du Levothyrox ; c'est pour s'implanter commercialement en Asie où 90 % de la population est intolérante au lactose (présent dans la formule initiale) que le laboratoire Merck a obtenu des autorités l'autorisation de remplacer le lactose par du mannitol, alors qu'il connaissait parfaitement les effets secondaires désastreux d'un tel changement !

- Ils mentent sur le cholestérol, qui serait dangereux pour la santé : encore une FAKE NEWS !

Des études ont observé au contraire une diminution du risque de cancers lorsque les sujets affichent un taux de cholestérol total plus élevé !

- Et le lait qui serait bon pour les os ? Une autre FAKE NEWS : un très grand nombre d'études ont montré une sévère augmentation des risques de cancer de la prostate et du sein liée à une consommation de produits laitiers, y compris les yaourts.

- Et le diabète ou l'arthrose dont on ne pourrait pas guérir ? FAKE NEWS : de nouveaux protocoles

100 % naturels ont permis de guérir arthrose, diabète, et même d'inverser la maladie d'Alzheimer !

30 ans - 40 ans de mensonges alors que l'on sait qu'il existe une autre voie parfaitement scientifique elle aussi : la médecine naturelle offre une autre approche du malade, du soin, de la guérison.

Les médecines naturelles, un autre regard sur les malades et une médecine efficace

En effet, les médecines naturelles ne sont pas seulement les médecines douces (sous-entendu « elles ne vont pas guérir grand chose ») ou alternatives (sous-entendu « Essayez-les si vous voulez, tant que vous avalez nos pilules ») que méprisent leurs détracteurs.



Ce sont les médecines essentielles, les médecines racines. Elles ont saisi l'essence de la vie, de la santé et du bien-être. Elles savent la relation intime et indéfectible qui unit le corps et l'esprit.

Elles connaissent l'immense pouvoir de l'énergie et des émotions.

Contrairement à ce que l'on dit partout, ce sont les médecines naturelles qui sont les vraies médecines d'élite. Ce que démontrent les toutes dernières études scientifiques c'est que dans une multitude de pathologies, l'approche naturelle doit être considérée comme la première des médecines :

- c'est un simple régime alimentaire qui a permis à un groupe de diabétiques de retrouver une glycémie à jeun inférieure à 1,26 g/L, autrement dit d'inverser leur diabète.

- c'est une simple huile essentielle (huile de ravintsara) diffusée dans l'atmosphère à l'hôpital qui permet d'éviter la transmission des germes et



les surinfections respiratoires.

- ce sont de simples plantes qui offrent des perspectives inégalées aux malades souffrant du paludisme, de dépression, d'insomnies (griffonia, eschscholtzia) ou d'hypertension (ylang-ylang).

- c'est la simple vitamine D qui à la dose de 4000UI par jour a permis d'observer un ralentissement considérable voire une disparition du cancer de la prostate chez certains patients.

C'est à cette même conclusion qu'aboutit le Dr Andrew Weill, un monstre sacré de la santé pour qui la médecine allopathique n'est nécessaire que dans 10 à 20 % des problèmes de santé. Et il ajoute que « pour les 80 à 90 % restants, les méthodes naturelles sont plus efficaces car elles agissent de concert avec les mécanismes du guérison du corps au lieu de les affaiblir ».

En clair, d'abord la nature, et ensuite seulement s'il le faut, la chimie.

C'est exactement l'inverse de ce qui se pratique dans les cabinets médicaux !! Mais qui le dit aux malades ? Et qui parmi eux est vraiment informé de l'extraordinaire révolution de santé qui est, en ce moment même en train d'émerger, et qui peut littéralement changer le destin de millions de personnes ?

On veut tuer les médecines naturelles

Depuis que Macron est au pouvoir, nous assistons à une déferlante anti médecine naturelle qui s'abat sur la

France.

Une première offensive a été lancée par 124 professionnels de santé exigeant dans une tribune publique le déremboursement de l'homéopathie, puis la non-reconnaissance des diplômes d'homéopathie, et l'interdiction pour les médecins qui pratiquent cette thérapie de faire état de leur titre.

D'autres médecins vont même jusqu'à traiter les homéopathes de charlatans, et leurs patients de « couillons ». Sous la pression, plusieurs universités (Lille, Angers, Nantes) ferment les diplômes d'homéopathie qui étaient enseignés depuis parfois 40 ans !

Puis c'est au tour de l'herboristerie d'être attaquée avec la mise en place d'une mission parlementaire d'information confiée à une des plus ferventes défenseurs du lobby des pharmaciens, qui affiche clairement son intention de restreindre l'exercice de l'herboristerie.

Tout est organisé en faveur des multinationales du médicament, de l'agro-alimentaire et de la chimie. Autrement dit, celles à qui l'actuel Président doit sa carrière.

Pas étonnant qu'autour de lui, Macron n'accepte plus désormais que des collaborateurs qui sont sur sa ligne, le doigt sur la couture.

Ainsi après la démission fracassante du ministre de l'écologie Nicolas Hulot, on apprend que la nouvelle secrétaire d'État à la transition écologique,

Emmanuelle Wargon, est l'ancienne lobbyste du géant de l'agro-alimentaire Danone ! Une femme qui, quelques semaines avant sa nomination, défendait l'huile de palme, les ravages écologiques liés à sa production, et qui du jour au lendemain explique qu'elle va combattre l'huile de palme ! C'est la girouette la plus rapide de l'année !



A peine nommée lui aussi, le nouveau ministre de l'Agriculture Didier Guillaume explique qu'il n'y a aucune preuve des conséquences négatives de l'utilisation des pesticides. Il existe pourtant de nombreuses études qui ont pointé un lien avec le cancer, le retard mental, la maladie de Parkinson, le risque de diabète ...

In fine

Macron et ses sbires accentuent les difficultés et les dangers liés à la santé. Toujours au service des seuls intérêts des multinationales qui polluent notre corps, notre environnement et notre assiette ! Cette situation est fort préjudiciable aux Français. Une bataille féroce est à livrer contre les mensonges et les mesures du gouvernement et contre la cupidité des gros labos ! ■



L'aéroport de Toulouse-Blagnac

En juillet 2014, l'État annonce vouloir céder jusqu'à 49,99 % du capital afin de réduire son déficit, même si cela ne permet pas de réduire sa dette. La vente est organisée alors qu'Emmanuel Macron est ministre de l'Économie.

La vente

En décembre 2014, le consortium Symbiose, constitué de la société Friedmann Pacific Asset Management (FPAM, société créée pour l'occasion au paradis fiscal des îles Vierges britanniques), et de l'entreprise d'État chinoise Shandong High Speed Group est retenu par l'État pour le rachat de 49,99 % du capital de l'aéroport pour 308 millions d'euros, une offre préférée aux propositions françaises de Vinci et Aéroports de Paris.

Casil Europe, qui appartient à un consortium chinois qui n'a aucune expérience dans le domaine aéropортuaire est choisie, selon un rapport de la Cour des comptes, sur la base de critères de recevabilité des candidats « peu exigeants et limités à leur capacité financière. »

La vente sera officialisée le 17 avril 2015.

Une entreprise pourtant vertueuse

Malgré les raisons données par le ministre de l'Economie à l'époque, ATB (Aéroport Toulouse-Blagnac) engendrait pas moins de 5 millions d'euros de profit par an, et n'en distribuait que la moitié en dividendes, l'autre moitié servant à financer les investissements.

Ce qui avait permis à la société de constituer un fond deréserve qui atteignait 67 millions d'euros en 2015.

Un pillage organisé

Dès 2015, Casil décide de verser 19,9 millions d'euros de dividendes à



ses actionnaires et pour se faire Casil n'a pas hésité à piocher dans le fond de réserve destiné à l'investissement, avec l'accord de l'État français.

La même mécanique se reproduira les années suivantes (7,7 millions d'euros de dividendes en 2016, 13,8 millions en 2017).

En 2018, Casil souhaite verser en dividendes l'intégralité des bénéfices réalisés sur l'année.

Un rapport de l'Assemblée nationale pointe l'absence de « vraie politique de développement de l'aéroport », et une priorité donnée « aux versements de dividendes ».

La Cour des comptes a émis un rapport cinglant sur ces tractations troublantes, disant que « la question des conflits d'intérêts entre conseils [de l'État] doit être anticipée et traitée avec la plus grande fermeté pour limiter les risques contentieux. Il pointe «

l'échec de la privatisation ».

En 2019, Casil fait part de son intention de revendre toutes ses parts dans ATB pour un montant de 500 millions d'euros.

Une lutte administrative

Le Collectif contre la privatisation de la gestion de l'aéroport de Toulouse-Blagnac (ATB) s'est lancé dans une bataille administrative afin d'annuler cette vente.

La Cour administrative d'appel de Paris leur a donné raison. Elle estime que « le cahier des charges qui avait été établi pour cette opération de privatisation ne pouvait, contrairement à ce qu'avaient estimé les services de l'Etat, être interprété comme permettant qu'un consortium candidat puisse évoluer dans sa composition au cours de cette procédure ». Les juges ont ainsi suivi les préconisations du

rapporteur public.

Lors de la procédure d'achat, le consortium chinois s'était dans un premier temps associé à la SNC Lavalin pour présenter son offre. Sauf qu'un mois plus tard, la société canadienne s'était retirée.

Cependant la bataille n'est pas terminée car pour annuler la vente il faut que le tribunal de commerce se prononce.

Si les juges du tribunal de commerce venaient à prononcer la nullité de la vente, «Casil devrait alors rendre les 49,99 % d'actions d'ATB ainsi que les 30 millions de dividendes perçus depuis la cession. Quant à l'Etat, il devrait restituer de son côté les 309 millions encaissés pour la cession de ses parts ».

En conclusion

Une privatisation à une entreprise étrangère qui n'a servi à rien hormis engranger les poches des actionnaires de cette dernière.

Aucune amélioration des infrastructures, aucune gestion, évolution... Uniquement un pillage organisé, une procédure administrative pour tenter d'arrêter ce désastre sans fin !

Quatres années de perdues, soit 20 millions de dividendes qui aurait pu servir à améliorer les infrastructures, voir engager du nouveau personnel..

Cette privatisation est le reflet de la dangerosité des privatisations des biens nationaux.

En effet, non seulement cela retire de la valeur et des dividendes à la nation, mais de plus rien ne permet

d'être certain du futur de ses entreprises.

Cela fait des années que les gouvernements répètent à quel point la privatisation c'est nécessaire, utile mais l'exemple de la vente d'ATB prouve bien le contraire.

Est-ce l'exemple qui confirme la règle ? Malheureusement non.

On vous parlera des autoroutes dans le prochain numéro et vous pourrez juger par vous-même que les gouvernements successifs ont simplement bradé nos biens nationaux, sans se soucier des répercussions bien souvent catastrophiques que cela pourrait engendrer. ■

AUJOURD'HUI NOUS POUVONS DIRE NON !

Cela fait des années que nous assistons impuissant à la vente petit bout par petit bout de notre pays, aujourd'hui nous avons la possibilité de nous exprimer !



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

A quoi cela servira-t-il ? Pourquoi serions-nous entendus cette fois ?

Ces questions sont légitimes, et bien que soutenir la proposition de loi référendaire ne mènera pas forcément à un référendum, nous sommes citoyens français, ce pays est le nôtre, et si nous ne reprenons pas notre destin en main, personne ne le fera pour nous. Soutenir cette proposition de loi référendaire contre la vente d'ADP (Aéroport de Paris), c'est une manière de dire STOP à ces décennies de gouvernance destructrice !

**Hier c'était ATB, les autoroutes, la Poste, EDF..
et demain ça sera quoi ?
Nos écoles, nos hôpitaux ?**

**NOUS SIGNONS.
ET VOUS ?**

[HTTPS://WWW.REFERENDUM.INTERIEUR.GOUV.FR/SOUTIEN/ETAPE-1](https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1)



Les vaches à hublot, une pratique "choquante" mais "utile" pour le gouvernement



La vidéo dévoilée par L214 a profondément choqué. Dans celle-ci, on découvre des "vaches à hublot", dont l'estomac est percé pour que son contenu puisse être accédé à tout moment.

Ce vendredi 21 juin, la secrétaire d'État à la Transition écologique, Brune Poirson, a réagi à la pose de hublots sur la panse de vaches à des fins de recherche. Elles estime ainsi que cette pratique est "choquante" mais "utile" pour la science, en attendant de trouver des méthodes alternatives et toujours selon son estimation personnelles rajoute que cette pratique ne fait pas souffrir l'animal.



A quoi servent ces hublots ?

Cette pratique sert à déposer des échantillons d'aliments dans l'estomac de ces animaux ou y faire des prélèvements.

Un gouvernement inconscient ?

Une fois la vidéo dévoilée par L214 (une association de défense des animaux), nous pourrions nous attendre à des réactions outrées de la part de notre gouvernement. Mais il n'en sera rien...

Brune Poirson déclare dans les médias : "J'ai été très choquée par ces images (...) Ce sont des pratiques scientifiques qui ne font pas souffrir l'animal. C'est utile mais il faut encadrer ces pratiques."

Le ministre de l'Agriculture Didier

Guillaume adopte la même ligne, rappelant également que cette pratique de fistule gastrique sur les vaches est courante dans le monde entier et "contrôlée" par les autorités.

Une recherche pour la médecine ? Vraiment ?

Brune Poirson a déclaré lors d'une de ses interventions médiatiques à la suite de la diffusion du documentaire fait par L214 : "Mais c'est toujours un équilibre qui est compliqué, difficile, parce que nous avons besoin de la science sur beaucoup d'aspects, y compris parfois paradoxalement pour développer des médicaments qui peuvent être bénéfiques pour les animaux".

Il est donc judicieux de se demander si cette maltraitance animale trouve une justification dans le fait qu'elle pourrait sauver des vies (humaines ou animales) ou soigner des maladies incurables..

Mais non le seul but de cette recherche est produire plus, plus vite, et moins cher !

Et ce ne sont pas que les vaches qui sont concernés, il y a les poulets aussi avec la grande question : comment peut-on les rendre plus grand, gros et gras ?

Une véritable abomination

L'association de défense des animaux pointe aussi les conditions de vie de ces vaches dans la ferme expérimentale. "Elles vivent sur un sol en béton sans paille, dans l'humidité. Le sol mouillé est glissant, leur pelage fré-

quemment souillé de leurs déjections", s'insurge L214. "Parfois, le contenu de l'estomac des vaches déborde des hublots." Les images mettent également en avant les expérimentations menées sur des cochons et lapins. Pour les poulets, "nourris avec une alimentation trop riche, leur poids est poussé à l'extrême. Ils ne tiennent plus sur leurs pattes du fait de la croissance toujours plus rapide."

Guerre des vegans ?

Certains diront que tout ça est mis en avant juste pour servir la "bataille des vegans" mais qu'on soit vegan ou non ce dont il s'agit ici c'est de la dignité d'un être vivant.

Qu'on aime ou non la viande, ne faut-il pas préférer de la qualité à la quantité ? Ne faut-il pas préférer manger peut être moins de viande mais une viande saine et non une viande bourrée aux hormones et autres saloperies pour avoir de la surconsommation ?

Conclusion

Peu importe notre régime alimentaire, il en va de notre santé et de nos valeurs. Nous vous mettons le lien de la vidéo réalisée par L214. Pour les âmes sensibles cette vidéo n'est pas conseillée. Mais le seul moyen de se faire sa propre opinion c'est de se renseigner sur le sujet et d'en tirer ses propres conclusions. ■

<https://www.youtube.com/watch?v=tRq0AZaP968>

LE ZOOM



Ce sont des milliers d'enfants handicapés qui ne peuvent plus aller à l'école depuis la réduction des contrats d'aide.

ESSONNE. Marylou, Louane et Liam, trisomiques, sont scolarisés à l'école maternelle Jean-de-la-Fontaine de Morigny-Champigny. En septembre, faute d'auxiliaire de vie scolaire, ils ne pourront plus déjeuner avec les autres enfants. Une responsabilité qui serait, selon la mairie, du ressort de l'Éducation Nationale.



La macronie, royaume des conflits d'intérêts

Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, l'entre-mêlement au sein de l'appareil d'État « d'affaires, de conflits d'intérêts, de renvois d'ascenseurs, de pantoufles » est « hallucinant », selon le sociologue auteur de cette tribune. Il s'inquiète des « lourdes conséquences » de « ces agissements » auprès de la population.

LE MÉLANOME
C'EST QUOI
EXACTEMENT ?
C'EST 4 MILLIARDS
D'EUROS DE
CHIFFRE D'AFFAIRES.
Signez la pétition pour faire baisser le prix des médicaments sur www.leprixdelavie.com

LE CHOLESTROL
UN PLACEMENT
A FORTE
RENTABILITÉ
ET GARANTI
SANS RISQUE.
Signez la pétition pour faire baisser le prix des médicaments sur www.leprixdelavie.com

BIEN PLACE
UN CANCER
PEUT
RAPPORTER
JUSQU'A
120 000 EUROS.
Signez la pétition pour faire baisser le prix des médicaments sur www.leprixdelavie.com

UNE ÉPIDÉMIE
DE GRIPPE EN
DECEMBRE
C'EST LE BONUS
DE FIN D'ANNÉE
QUI TOMBE.
Signez la pétition pour faire baisser le prix des médicaments sur www.leprixdelavie.com

TRÈS BIEN.
Signez la pétition pour faire baisser le prix des médicaments sur www.leprixdelavie.com



LE CANCER
DU SEIN,
PLUS IL EST
AVANCE
PLUS IL EST
LUCRATIF.
Signez la pétition pour faire baisser le prix des médicaments sur www.leprixdelavie.com

UNE LEUCEMIE
C'EST EN
MOYENNE
20 000%
DE MARGE
BRUTE.
Signez la pétition pour faire baisser le prix des médicaments sur www.leprixdelavie.com

Une campagne choc de Médecins du Monde censurée pour protéger les labos

C'était en 2016, une campagne d'affichage que vous auriez dû voir en grand, au détour d'une rue ou sur les murs du métro. Mais vous ne l'avez pas vu. Le 13 juin 2006, Médecins du monde dénonçait dans les médias une "censure" de la part des grands réseaux d'affichage, qui ont, selon l'association, préféré défendre les intérêts des laboratoires pharmaceutiques plutôt que le message adressé, qui dénonçait les prix trop élevés de certains médicaments. Depuis, rien n'a changé

LE ZOOM



Limousin : les pisseurs volontaires ont tous du glyphosate dans l'organisme !

Ils voulaient savoir si du glyphosate est présent dans leur organisme. 53 "pisseurs (in)volontaires" ont fait des prélèvements d'urine il y a 2 mois à Limoges. Tous les tests révèlent des taux hors-normes du pesticide ! En moyenne, les taux relevés sont même 16 fois supérieurs au seuil admis pour l'eau potable. Ces résultats tombent en effet alors que des chercheurs de l'Université de Rennes viennent de révéler les résultats de leur étude : selon eux, le glyphosate affecte le cerveau et le comportements des rats, même à faible dose.

Les "pisseurs (in)volontaires" du Limousin vont porter plainte pour empoisonnement d'ici la fin du mois, contre les fabricants et les administrations qui ont autorisé la mise sur le marché de produits à base de glyphosate.



UN DÉNI DE RÉALITÉ DE LA PART DES ÉLUS ET DES MÉDIAS !

« Grève du bac: Blanquer additionne des choux et des carottes !

Hormis LIBÉRATION qui critique le pourcentage ridicule de Blanquer, Le MONDE qui reprend ce pourcentage risible et MÉDIAPART qui cite LIBÉRATION et explique qu'il y avait un enseignant sur 6 qui faisait grève, les médias à grande diffusion sont restés muets sur la grève du BAC : presse comme TV !

« Le communiqué de presse du ministère de l'Éducation sur la mobilisation des enseignants ce lundi fait rire ou pleurer. Ou les deux. »



Quartier Libre



Pour changer l'école, ils nous font n'importe quoi !

Pour changer l'école, ils iraient jusqu'à

...

Supprimer dans nos villages

Nos petites écoles qu'on aime tant

Nous on se dit que c'est bien dommage
C'est là qu'on grandit, qu'on apprend

On ne veut pas de grandes structures
On n'est pas des animaux

On veut préparer notre futur
Sans n'être que des numéros

Pour changer l'école, ils nous font n'importe quoi !

Pour changer l'école, ils iraient jusqu'à

...

Créer de nouveaux programmes
Sans consulter les enseignants

Nous on pense que c'est un drame
Qu'ils ont oublié l'important

On ne compte pas pour du beurre
On veut tous les mêmes chances
Qu'on soit enfant de facteur
Ou d'baron de la finance

Pour changer l'école, ils nous font n'importe quoi !

Pour changer l'école, ils iraient jusqu'à

...

Favoriser le privé

Et sacrifier l'école publique

Nos parents sont dégoûtés

Ils croyaient en la République

L'Éducation Nationale

Ce n'est pas une entreprise

Toi si tu trouves ça normal

Blanquer va faire ta valise

Pour casser l'école, ils nous font n'importe quoi

Pour casser l'école, ils iraient jusqu'à ...

Pour casser l'école, ils nous font n'importe quoi

Pour casser l'école, ils iraient jusqu'à ...

Retirer les fondamentaux

Et les aides indispensables

Piétiner nos idéaux

Comme de vulgaires châteaux de sable

La lune on ne demande rien de tel

On veut juste qu'on nous considère

Et après tout Jean-Michel

Nous sommes l'avenir de cette Terre

Nous on n'en veut pas de cette loi à la noix

OK il faut des changements mais dans

le respect des enfants

Nous avec nos parents, les enseignants et tous les grands

On va te dire ce qu'on en pense de ton école de la confiance ...

C'est plus d'inégalités

Et moins de profs bien formés

Des cartes scolaires qui disparaissent

Une expression tenue en laisse

Disparition des directeurs

Et suppression de milliers d'heures

Et des filières qui favorisent

Un élitisme qui nous défrise

Des classes qui croulent sous le poids

De trentaines d'élèves qu'on entasse

« Du budget non il n'y en a pas ! »

À part pour un drapeau par classe

Des AVS qui sont à cran

Des DYS, ULIS, autistes en rade

Franchement sans moyens suffisants

L'inclusion n'est qu'une mascarade

T'as compris qu'on va rien lâcher

On vaut bien mieux que ce que tu penses

Fais-nous confiance on va lutter

Pour l'avenir de notre France

Pour sauver l'école on fera n'importe quoi

Pour sauver l'école, on ira jusqu'à ...

Pour sauver l'école on fera n'importe quoi

Pour sauver l'école, on ira jusqu'à ...

Là !

Pour nous écrire

Cette section est là votre ! Vous souhaitez partager un poème, un texte ou un chant, lancer un appel, une lettre d'amour ou exprimer à voix haute votre pensée ? N'attendez plus !

Contactez nous sur la page Facebook de la Gazette (@GazetteLeMoutonLibere), ou via l'adresse mail suivante : presse@aurismedia.fr !



Pause Café

DÉMONS DES MOTS

Par Damien Marrat

La Novlangue, vous connaissez? Ce terme a été inventé par George Orwell, dans le cadre de son roman de science-fiction de plus en plus populaire : "1984". Mais la réalité est que la Novlangue existe depuis bien avant les écrits d'Orwell, et qu'elle perdurera au-delà, malheureusement. Cet auteur, pour en parler brièvement, s'inspirait des dictatures de son époque afin de concevoir "son" univers, comme chaque artiste le fait, d'ailleurs. Néanmoins, s'il ne faut pas oublier le contexte de l'écriture, on ne peut s'empêcher de comparer la situation décrite dans "1984" à la nôtre. Car la Novlangue est bien là, active en permanence, utilisée à outrance par des despotes de la pensée, comme toujours.

Pour celles et ceux qui ignorent le concept même de la Novlangue, je dirais tout d'abord qu'il faut se concentrer sur les évolutions de notre "vrai" langage, ainsi que les causes et les conséquences de chaque changement opéré sur lui au fil des ans. Par ailleurs, je ne mets absolument pas en porte-à-faux les linguistes (principaux auteurs des dictionnaires), soyons clairs sur ce point. Ces femmes et ces hommes doivent inscrire dans (et pour) l'Histoire les subtilités du langage de l'ère qu'ils traversent. En véritables professionnels des mots, ils font justement leur travail, étudiant la société à un instant précis. Leur rôle est en fait essentiel pour préserver la densité de la parole (et donc également, par extension, celle de la pensée). Ceux-là ne tirent pas (ou peu) profit des mutations de la langue. Il faut évidemment chercher la source du mal ailleurs, en se posant cette question à jamais pleine de bon sens : mais à qui profite le crime?

Alors, de quel crime parlons-nous exactement? Me demanderez-vous... De celui qui vise à user d'un mot en le dévitalisant de son sens, dans l'optique de le rendre plus favorable à une idéologie plutôt qu'à une autre. Vous imaginez bien que le procédé menant à cela n'est pas aussi limpide que celui décrit par George Orwell (quoique, parfois...). Les méthodes employées sont généralement sournoises, car les personnes qui les fomentent le sont elles-mêmes profondément. Par exemple, encore aujourd'hui, des individus se cachent derrière le nom de "socialistes", alors que l'idéologie synonyme est bien étrangère aux propos et aux actes de ces personnes. L'arnaque est bien entendu la même pour une multitude d'autres mots qui peuplent la langue Française.

"Plan de sauvegarde de l'emploi", "travail", "charges sociales", "dépenses publiques", "optimisation fiscale", "réforme", "projet", "démocratie", "vote", "liberté", "égalité", "Union Européenne", "référendum", etc... La liste est quasiment infinie. Trop de mots nous mentent, directement ou indirectement, et réduire leur nombre dans le paysage des débats (puis dans nos esprits, à terme) ne fait qu'accentuer l'appauvrissement de la pensée, soit son formatage pur et dur. Détruire un mot, c'est annihiler la possibilité d'exprimer quelque chose qui lui correspond. Souvent, une idée ne disparaît pas totalement, bien sûr, on nous propose une alternative plus "moderne", exercée au nom du "progrès"... Quand un politicien hurle à la foule "c'est notre projet", que dire? Cette phrase très courte est vide intellectuellement, en l'état, mais elle sonne paradoxalement comme positive, d'entrée. Sans se pencher sur ce qu'il se cache derrière, on peut se dire facilement qu'une idée de rassemblement constructif est exprimée. Là encore, ce n'est qu'un exemple de manipulation par la Novlangue, un désastre qui asservit la masse au profit d'un petit nombre de privilégiés.

Aller, un autre pour la route : comme l'explique très bien Franck Lepage, dans le cadre de ses "conférences gesticulées", il fût un temps où il était d'usage de qualifier les (travailleurs) "pauvres" d'individus "exploités". Cet adjectif sous-entend précisément qu'il existe un second personnage dans cette histoire, l'exploiteur, sans lequel l'exploitation en question ne pourrait avoir lieu. Aujourd'hui, à force de rabattement politique et médiatique notamment, nous parlons plutôt, pour

évoquer les premiers, de "défavorisés" (d'autres expressions alternatives beaucoup moins dignes circulent, par ailleurs, je vous laisse chercher...). Terme moins négatif, qui oppose le destin d'une personne non plus à la volonté d'une autre, mais seulement à la "faveur", autrement dit à la "chance". Au final, selon les règles d'usage de notre époque, il convient de penser que la pauvreté dans le monde est d'abord due à la malchance, plutôt qu'aux inégalités creusées (volontairement) par certains êtres avides de pouvoir et (ou) d'argent. C'est donc ici que survient ma petite question de tout à l'heure, histoire de réactiver les consciences : au fait, à qui profite le crime?

Voilà où nous mène la Novlangue ! Croire en des concepts simples, de préférence face auxquels on ne peut pas faire grand-chose (qui se sent vraiment armé pour combattre la malchance?), alors que la réalité est d'une toute autre complexité. Le pire, dans tout ça, c'est qu'il est atrocement difficile de défaire les croyances issues de cette manipulation de masse. Tout simplement car les citoyens sont baignés dans un climat de survie individuelle. Or, se renseigner, aller plus loin sur les sujets, recouper des sources d'informations diverses, tout ceci prend du temps. Un temps que l'on ne peut passer à travailler (pour gagner de l'argent, qui nous permettra théoriquement de survivre au moins à court terme), ou à se divertir (à comprendre "de façon relativement légère", ici, chose dont nous avons tous besoin afin d'éviter le burnout), ou encore même à se reposer, tout bonnement.

Le système actuel nous enferme ainsi dans une spirale infernale, où la politique passe au second plan, alors qu'absolument tout dépend d'elle. Notons même que ce mot-là, "politique", sonne très négativement dans l'esprit de la plupart des gens (d'où l'expression mal mais massivement employée ; "apolitique"). Ce phénomène est en réalité lié essentiellement aux politiciens (et aux nombreuses dérives, pour ne pas dire crimes et délits, dont ils sont les auteurs), mais aussi en raison du soi-disant aspect "technique" de la politique, qui nécessiterait, selon certains, des facultés particulières. Pourtant, la politique est, étymologiquement, un adjectif qui veut dire "qui concerne le citoyen", donc potentiellement "tout le monde". Il s'agit là de la première notion philosophique du vivre ensemble, il n'y a évidemment rien de néfaste là-dedans, bien au contraire. Quant à la partie "technique", elle est utilisée en Novlangue pour paraître inaccessible au "commun des mortels", tandis que si nous parlions d'information (ou encore d'éducation populaire), cela changerait drastiquement la donne. Surtout à l'heure d'internet, moyen de partage d'informations le plus puissant et rapide jamais conçu (non exempt de défauts, oui, mais tout de même) !

Pour terminer, ma conclusion, cette semaine, se situera dans la lignée de mon discours habituel (j'essaye d'être cohérent avec moi-même, je sais ce n'est pas courant...). Premièrement : diffusez autour de vous votre avis, surtout s'il est divergent avec l'opinion dominante. La survie de la pensée passera par le débat (qui nécessite, lui, l'opposition des points de vue, sinon il s'agit d'une tribune), même si, il est vrai, cela peut amener à des frictions par moment. Deuxièmement : avant de vous exprimer, informez-vous toujours en recoupant plusieurs sources (dont celles qui ne vous plaisent pas particulièrement). Comme je le disais quelques lignes plus haut ; internet regorge de possibilités en ce sens (sans oublier que la télé, la presse et la radio existent toujours).

Pour éviter de plonger tête baissée, et de relayer une erreur (ce qui arrive à tout le monde au moins une fois, ceci dit), il n'y a que ça, bien que la démarche demande un peu de temps, il est vrai. Enfin, troisièmement : n'abandonnez jamais une cause qui vous semble juste, tout en restant ouvert à un maximum d'éléments. Si vous avez respecté les deux premiers points, vous devriez pouvoir vous nourrir intellectuellement et politiquement de chaque échange. Et c'est là que se trouve l'élément le plus important, au final : la construction politique ne doit jamais s'arrêter. Sinon, les portes de la fragile démocratie s'ouvrent aux despotes de la pire espèce. Faisons en sorte, ensemble, qu'il ne soit pas déjà trop tard. Car il se pourrait bien que les loups soient entrés dans la bergerie...

